

**Tunisie - Discours de M. Emmanuel
Macron, président de la
République, au siège de l'Assemblée
des représentants du peuple tunisien**
(Tunisie, 01 février 2018)

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Messieurs les Ministres, Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

Je suis heureux et honoré d'être parmi vous aujourd'hui dans ce Palais du Bardo, symbole de l'Histoire tunisienne et en particulier de sa longue histoire constitutionnelle, et je vous remercie de votre invitation et de ce chaleureux accueil.

Ce Palais a retenti des grands moments de la révolution tunisienne mais aussi des défis auxquels elle est confrontée, comme le rappellera l'hommage que nous rendrons tout à l'heure aux victimes du terrorisme assassinées à quelques pas d'ici.

Sept ans presque jour pour jour après la révolution qui conduisit à l'instauration de votre assemblée, ce n'est pas sans émotion que je m'adresse à vous à l'occasion de cette visite d'Etat. La Tunisie, vous l'avez rappelé, est un grand pays, une grande nation, un grand peuple.

Lorsqu'hier j'étais reçu par le président Essebsi, il était impossible pour un jeune Français qui, à l'école de la République, avait été nourri de versions latines, de ne pas repenser à la fondation de Carthage et à toutes les histoires qui s'ensuivirent. Il est impossible d'ignorer celle aussi de Kairouan, cité capitale et grand centre religieux, l'acte fondateur d'indépendance de 1956 et le chemin si particulier poursuivi dès ce moment par la Tunisie.

Mais cette grande histoire, ce grand peuple, cette grande nation, vivent les premières années d'une démocratie inédite. Et ce qui fait que le moment qui est aujourd'hui le vôtre, le nôtre, est bien celui-là, une forme de paradoxe où votre pays a à vivre des premières années avec toute la fragilité qui accompagne un tel défi, d'une démocratie nouvelle dans un contexte mondial et régional bien plus difficile qu'il y a quelques années et davantage encore qu'il y a quelques décennies.

Alors, c'est avec beaucoup d'humilité que je suis venu aujourd'hui vous dire quelques mots. D'abord sur ce que vous avez accompli et ce que vous êtes en train de faire, et l'importance que cela revêt pour moi, et ensuite sur ce que la France peut faire modestement pour vous y aider. On a parlé de printemps et de printemps arabe. On a parlé de révolution et beaucoup pensent que cette page est tournée, que ce moment est passé parce que dans le monde contemporain qui est le nôtre, on veut que tout aille si vite et que les révolutions, surtout celles qu'on n'avait pas vu venir ou pas voulu voir, se referment aussitôt qu'elles se sont ouvertes.

La page du printemps arabe et du printemps tunisien n'est pas tournée. Vous êtes en train de la vivre, de la faire vivre. Et ce que vous montrez chaque jour davantage, c'est que la Tunisie est bien de retour. Il y a quelques jours, je disais dans une autre enceinte que la France était de retour sur beaucoup de sujets. Par votre action depuis sept ans, la Tunisie l'est aussi, mais elle l'est dans un travail difficile et par les actions que vous avez décidées et que vous portez.

Je veux ici rendre hommage au courage, à la force du peuple tunisien qui s'est soulevé et ça n'est sans doute pas un hasard si le peuple s'est soulevé ici. C'est parce que la Tunisie avait fait le choix, et j'y reviendrai, d'éduquer son peuple de manière inédite, incomparable peut-être avec les autres pays du monde arabe. Votre peuple s'est soulevé, la société civile s'est ensuite organisée lorsque le pays a pu être fragilisé. Je veux aussi lui rendre hommage. Le travail formidable récompensé par le prix Nobel mené par le Quartet fut, à ces moments forts du pays, un geste essentiel et la société politique s'est organisée et a forgé une constitution, depuis presque quatre années maintenant.

Durant toutes ces années, parce qu'il y a eu ce travail du peuple tunisien, de la société civile organisée, des femmes et des hommes qui constituaient sa société politique, vous avez conduit une véritable révolution culturelle. Et celle-là, vous l'avez réussie et je veux vous rendre un hommage tout particulier. Vous l'avez réussie comme vous l'aviez réussie dans le passé. Je n'oublie pas que vous êtes ce grand pays qui a décidé, deux ans même avant la France, d'abolir l'esclavage. Vous n'avez jamais attendu les autres.

Vous avez réussi parce qu'à un moment où partout on pensait que le recul démocratique s'installait, qu'on perdait des valeurs, que l'universalisme de certaines valeurs qui nous sont communes, la liberté de conscience, ou le respect des individus se perdaient, vous ne les avez pas simplement restaurés, vous les avez écrits, décidés, constitués. Cette révolution culturelle profonde, démocratique, c'est l'exemple de la Tunisie.

C'est cet exemple qui vous a conduits à inscrire dans votre constitution la liberté de conscience, à instaurer l'égalité entre l'homme et la femme, à poursuivre ce formidable mouvement jusque dans les décisions courageuses que je veux ici saluer du président Essebsi qui l'été dernier a décidé d'enclencher ce mouvement qui sera irréversible, constituant à donner devant l'héritage comme le mariage les mêmes droits à l'homme et à la femme.

Vous avez réussi à installer un Etat civil là où beaucoup pensait que c'était impossible et, par cette révolution culturelle et démocratique, vous avez fait mentir ceux qui partout dans le monde encore aujourd'hui disent que des sociétés où l'islam est présent ne sont pas compatibles avec la démocratie. Vous avez démontré le contraire et vous avez fait mentir ceux

qui, là aussi, dans nombre de régions du monde, veulent faire croire que l'islam est là pour régenter l'Etat et que la séparation n'est pas possible. Vous les avez fait aussi mentir.

Vous avez, par ce travail profond, construit un modèle unique - unique - qui a, année après année, poursuivi ce mouvement populaire et réussi à créer un exemple inédit. Certains, je le disais hier, voient dans cet exemple une anomalie. Ils voudraient tant croire à leurs propres prophéties et le malheur qu'elles emportent. D'autres voudraient y voir une singularité ; permettez-moi d'y voir ici un espoir, un exemple, un modèle.

Mais cette révolution et ce printemps commencé il y a bientôt sept ans ne sont pas terminés. Et je vous parle depuis un pays où la Révolution française a mis, vous savez, près d'un siècle à «entrer au port», pour citer un de nos grands historiens. Et c'est donc avec beaucoup d'humilité que je vous parle, mais je n'oublie pas ce qui dans nos sociétés, dans nos pays, constitue aussi le temps long des mouvements plus profonds, qui suppose une action résolue.

Et le défi qui est le vôtre aujourd'hui, c'est de transformer ce printemps culturel et démocratique en printemps politique, économique et social. Le défi qui vous attend aujourd'hui et qui est essentiel, c'est de poursuivre ce travail commencé, de le faire vivre, pour qu'il soit une réussite pleine et entière pour votre pays, et pour que cette réussite puisse changer la vie des Tunisiennes et des Tunisiens, fasse mieux vivre les classes moyennes comme les classes populaires. C'est ça le défi qui, me semble-t-il, est aujourd'hui devant vous.

Je veux à ce titre vous apporter tout mon soutien dans le travail entrepris à ce moment essentiel. Oui, l'organisation des élections municipales à venir sont un moment très important pour votre vie politique et démocratique, parce qu'elles nourriront ce rapport entre le peuple et ses élites au-delà de cette auguste Assemblée. Tout le travail que votre président et le chef du gouvernement ont entrepris, de lutte contre la corruption est un élément essentiel pour restaurer la confiance, continuer à consolider cette démocratie et installer la confiance entre la démocratie et le peuple.

Tout le travail pour faire fonctionner l'Etat, en simplifier les règles, rendre la vie plus facile est un élément déterminant pour cette confiance. Tout le travail pour continuer les réformes économiques et sociales, améliorer la vie de vos concitoyens à un moment de défi unique, où vous avez souffert des crises régionales qu'on vous a parfois imposées depuis l'extérieur, où votre jeunesse aujourd'hui souffre de ce fléau qu'est le chômage, où tant de jeunes diplômés n'ont pas accès à l'emploi, vos réformes économiques et sociales sont indispensables.

Alors oui, je mesure en m'adressant à vous l'immense responsabilité qui est la vôtre. Celle de continuer de là où vous êtes le formidable travail que le peuple et la société tunisienne ont enclenché et qui vous ont conduit là, dans ce moment où la Tunisie tourne et construit son histoire.

Et vous le rappeliez il y a un instant, Monsieur le Président, votre responsabilité est immense. Elle est immense pour que ce printemps se poursuive et donne tous ces résultats. Elle est immense pour que rien de ce qui a été entrepris ces dernières années ne puisse être fragilisé, bousculé. Elle est immense parce qu'au milieu de toutes les différences, les désaccords

légitimes, démocratiques, que vous illustrez, il y a quelque chose qui vous dépasse qui est le destin de votre pays dans ce moment essentiel.

Elle est immense parce que le monde arabe, parce que le Maghreb, parce que toutes les rives de la Méditerranée vous regardent, vous regardent faire et ont besoin de vous voir réussir. Alors, devant tous ces défis et alors même que ce qui a été commencé doit dans les prochains mois et les prochaines années être parachévé par ce formidable travail, je veux ici vous dire que la France fera tout ce qu'elle peut pour vous y aider.

Non pas comme on aide un ami lointain, non. Non pas même comme on aide un ami. Vous y aider comme on aide un frère ou une soeur. Parce que nous avons une histoire en partage. Elle a des heures glorieuses, elle a des heures plus sombres. Nous avons une langue en partage ; elle n'est pas la seule mais elle est là et elle est une force, j'y reviendrai, pour la Tunisie. Et nous avons tant de vies en partage, tant de vies. Nombre de parlementaires tunisiens comme français qui sont là, des grandes figures du monde politique français comme du monde culturel qui m'accompagnent le montrent. Ils ne savent plus toujours dire eux-mêmes s'ils sont français ou tunisiens. Ils sont l'un et l'autre, parce que l'un ne retranche rien à l'autre.

Ce que je sais, c'est qu'il y a en France près de 800.000 Tunisiennes et Tunisiens, tant de binationaux qu'on ne sait plus les compter, 30.000 Français vivent en Tunisie me dit-on, mais tant de binationaux que vous ne savez pas non plus les compter. Il y a des millions - des millions - de nos concitoyens en partage qui nous regardent faire.

Ces millions de concitoyens que nous avons en partage ont compris, qu'ont-ils compris ces dernières années ? Que la Tunisie avait eu, ce petit pays lové entre tant de géants, cette force d'âme et ce courage de rappeler qu'étant là, bousculé par tous les vents mauvais, elle savait se souvenir quelles étaient nos valeurs. Savait se souvenir que l'égalité entre l'homme et la femme, que la liberté de conscience, que les libertés démocratiques n'étaient pas réservées pour une rive de la Méditerranée, qu'elles n'étaient pas la conscience de quelques-uns, qu'elles n'étaient pas un relativisme culturel qu'on voulait nous imposer : qu'elles étaient un trésor que nous avons construit. Un universalisme qui est né où ? En Méditerranée, des deux côtés des rives et que vous portez aussi.

Alors, quand je vous dis que nous avons ce dialogue de frères et de soeurs, c'est parce que nous avons ces vies en commun, parce que nous avons ces jeunesses qui nous regardent, parce que quand un président de la République agit mal ici, n'est pas à la hauteur du défi, la jeunesse de France le lui reproche, avec force, et parce qu'il construit aussi une part du malheur de cette jeunesse. Et quand je parlais de votre responsabilité, il y a un instant, je parlais aussi de la mienne, de la nôtre.

La France n'a pas d'autre choix, ne peut avoir d'autre volonté que celle de voir la Tunisie réussir dans ce moment historique qu'elle vit, qui est le nôtre, de faire triompher ses valeurs qui sont les nôtres, et de les faire triompher ici, pour ne pas faire bégayer notre histoire, pour endiguer le mouvement d'obscurantisme que certains voudraient faire prospérer, pour montrer au monde entier que c'est possible, et que quand bien même, chaque matin, des gens voudraient vous rappeler que ça ne l'est pas, font tout pour vous mettre des bâtons dans les roues que, ensemble, nous ne lâcherons rien pour le faire.

Alors, pour y arriver, il y a d'abord cette bataille essentielle pour votre sécurité et votre stabilité. Vous avez été frappés, ici, dans votre coeur par le terrorisme, par l'obscurantisme. Nous avons connu durant ces dernières années le même destin, celui qui a fait que nous avons vu tant de nos enfants partir pour se battre contre nos valeurs, pour aller sur les terres de djihad, parce que nous avons souffert dans notre chair du terrorisme le plus abject, parce que nous avons, à ce moment-là, connu le risque de la fracture, ce moment où tout bascule.

C'est pourquoi la France se tiendra à vos côtés, d'abord, pour lutter activement contre le terrorisme, échanger davantage d'informations. Nous avons signé hier plusieurs protocoles en la matière, et je ne veux pas ici entrer dans le détail. Mais cette lutte conjointe contre le terrorisme, cet engagement pour améliorer nos échanges d'information, notamment sur ceux et celles qui reviendront des théâtres de bataille, pour lutter ensemble contre le financement du terrorisme, est un élément indispensable de notre coopération pour réussir.

La jeune démocratie tunisienne ne peut prendre le risque de porter seule ce sujet. Et nous serons à vos côtés pour vous y aider, parce que cette sécurité, pour vous, est indispensable. Mais cette sécurité et cette stabilité, c'est celle aussi que nous vous devons dans la région. Je n'oublie pas que quand plusieurs ont décidé qu'il fallait en finir avec le dirigeant libyen, nous pouvions à ce moment-là décider d'intervenir depuis l'extérieur, à des milliers de kilomètres d'ici, sans avoir pour autant un projet politique ou quelque projet pour la suite, à quelques kilomètres d'ici.

L'Europe, les Etats-Unis et quelques autres ont une responsabilité quant à la situation actuelle, c'est indiscutable, responsabilité qui a conduit, quoi qu'on pense d'un dirigeant, d'imaginer qu'on pouvait se substituer à la souveraineté d'un peuple pour décider de son futur. Qu'au fond, destituer un tyran suffisait pour régler tous les problèmes. Nous avons collectivement plongé la Libye depuis ces années dans l'anomie, sans pouvoir régler la situation. L'impact sur la Tunisie fut direct, en termes politiques, en termes de sécurité, en termes économiques, et vous vivez encore aujourd'hui avec ce risque, cette menace, à côté de vous qui vous fragilise.

C'est pourquoi nous mettrons toute notre énergie, comme je l'ai fait ces derniers mois, pour oeuvrer à une stabilité politique retrouvée en Libye, la France appuie pleinement le travail conduit par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, Ghassan Salamé, afin que des élections puissent s'organiser cette année en Libye, afin qu'une solution politique stable puisse permettre de retrouver l'unité, la sécurité, la stabilité à vos frontières, et donc la stabilité dans toute la région pour vous.

Je prends ici cet engagement que la France, oeuvrant avec la Tunisie, poursuivra ce travail pour votre stabilité, parce que c'est ce que nous vous devons. Ce travail pour la sécurité et la stabilité, c'est aussi celui que partout, au Maghreb au Machrek, au Proche et Moyen-Orient, nous voulons conduire en ayant un dialogue toujours ferme et franc, avec les puissances politiques dont nous ne partageons pas les valeurs mais, surtout, en ayant à coeur, partout, de construire ou de préserver ce pluralisme qui permet au pays de tenir, aux minorités d'être respectées, et ainsi à la stabilité d'être préservée.

Ce que nous avons fait ces derniers mois au Liban, ce que nous continuerons à faire en Syrie et dans bien d'autres pays, c'est ce travail, parfois plus difficile qui consiste à préserver ou à construire ces modèles pluralistes, où l'ensemble des minorités, qu'elles soient politiques, ethniques ou religieuses, peuvent être respectées dans un pays dans le respect de l'intégrité et la de souveraineté de celui-ci. Je considère que c'est aujourd'hui notre travail dans toutes ces régions, non pas d'aller expliquer à un peuple quel est le bon dirigeant pour lui depuis l'extérieur, non, ça, c'est toujours une erreur, mais de l'aider à construire le choix souverain qui est le sien, et de s'assurer à chaque fois que les minorités sont respectées, et que ce qui constitue nos valeurs en commun est respecté, ce travail que nous poursuivrons inlassablement dans les prochains mois.

Et je considère que c'est aussi un travail utile pour ce que traverse la Tunisie. Ensuite, pour accompagner ce mouvement, cette transformation et ce que vous avez à conduire, c'est bien évidemment l'éducation, l'enseignement supérieur, qui est un travail essentiel. Vous avez ici, dès l'indépendance, fait ce choix, je l'évoquais tout à l'heure, de former, d'éduquer - plus de 90% d'alphabétisation - une nation où les classes moyennes se sont construites par et à travers l'éducation, ce fut le choix courageux du président Bourguiba après l'indépendance, unique, il faut bien le dire, dans toute la région.

Il était si facile de faire le choix contraire. Il eut été si facile de décider de ne pas instruire pour gouverner plus facilement. Vous êtes une nation éclairée, parce que ce choix a été fait. La France aussi accompagnera ce choix par un investissement continu dans les écoles, par un travail que je veux renouveler aussi entre nos écoles, et nous avons commencé à oeuvrer en ce sens hier, à travers un partenariat renforcé en matière d'enseignement supérieur et de recherche. À ce titre, l'université tuniso-française, pour l'Afrique et la Méditerranée, est à mes yeux emblématique de l'esprit de ce partenariat éducatif que nous devons construire.

Cette université, qui accueillera ses premiers étudiants en 2019, que nous financerons et construirons ensemble, est - au-delà de tous les partenariats qui existent déjà - le moyen de former ici la jeunesse de Tunisie, du Maghreb, mais de toute l'Afrique, de faire de votre pays un lieu de l'éducation, dans toute l'Afrique, un lieu de référence, et donc un lieu de passage, un lieu où les élites futures auront à converger pendant un temps d'études, un lieu où les échanges éducatifs se renforceront, parce que participer à ce travail pour l'éducation, ça n'est pas proposer à la jeunesse tunisienne d'aller faire ses études supérieures en France, c'est lorsque c'est pertinent pour elle de pouvoir le faire plus facilement, là aussi en multipliant justement les visas de circulation pour y arriver, ce que nous avons également acté hier, pour faciliter les échanges. Mais c'est permettre aussi, à travers des partenariats, de construire une offre éducative en enseignement supérieur complète et d'en faire une offre de référence pour toute la région et le continent.

C'est cette ambition que je veux que nous partagions, qui est à la hauteur de votre histoire contemporaine et des défis qui sont les vôtres aujourd'hui, de continuer à éduquer le plus haut possible votre jeunesse et de faire de votre pays un lieu de référence en la matière. C'est cette même ambition que nous portons, et que nous avons portée ce matin, en inaugurant la première alliance française en Tunisie, je dis la première alliance française, parce que depuis 1948, nous avons perdu ce fil.

Et ne vous trompez pas sur le mot, quand je parle d'alliance française, c'est un projet tunisien,

ce sont des femmes et des hommes qui ont décidé, se conformant à une charte, construisant des relations avec la France, mais ont décidé, eux-mêmes, en Tunisie, pour les Tunisiennes et les Tunisiens, d'ouvrir ce projet qui permettra d'enseigner davantage la langue française, et, à travers elle, d'éduquer, d'ouvrir davantage à la culture, de multiplier les partenariats, les projets culturels, économiques, et dans tous les domaines entre nos pays.

Cette année, six alliances françaises verront le jour, six alliances françaises à travers tout le pays, qui permettront d'irriguer cette volonté, de la nourrir et de faire que nous poursuivrons ce travail éducatif, indispensable ensemble, et vous l'avez compris, indissociable de celui-ci, il y a pour moi l'engagement pour la francophonie. La francophonie n'est pas un projet français, la francophonie, ne l'oublions pas, puisque la Tunisie fait partie de celles et ceux qui l'ont portée, et ce fut, là aussi, l'une des décisions courageuses du président Bourguiba, la Tunisie, c'est une décision de grandes nations émancipées qui ont voulu réexpliquer au monde que le français était à eux. J'ai eu l'occasion de le dire il y a quelques semaines, à Ouagadougou, je sais tous les malentendus qu'il y a, toutes les réticences qu'il y a vis-à-vis du français de la francophonie.

Longtemps, être un vrai patriote dans de nombreux pays c'était ne pas aimer le français, c'était refuser de le parler, c'était considérer que notre langue était préférable. Moi, j'ai compris que le français n'appartenait plus à la France. La vitalité du français, aujourd'hui, où est-elle ? Quelque part, sur les rives du fleuve Congo, sans doute, elle est résolument en Afrique, elle est dans les Caraïbes, dans le Pacifique, elle est dans cette volonté que des femmes et des hommes, qui ont hérité de cette langue, ou qu'ils l'ont choisie, cette volonté qu'ils ont de la faire vivre, et de voir que cette langue est une partie de leur histoire, de leur culture, de leur identité, mais une partie aussi de leur réussite. Je souhaite que la francophonie vive encore davantage dans votre pays, qu'elle soit portée par les Tunisiennes et les Tunisiens, parce qu'elle fait partie de vous, parce qu'elle fait partie de vos choix historiques. Parce qu'elle fait partie de votre réussite d'aujourd'hui et de demain

Imaginez un pays où on parlera l'arabe, le français, où la jeunesse, parce qu'elle est éduquée, apprendra aussi l'anglais. Quel pays peut mieux réussir sur les rives de la Méditerranée, quel pays peut, sur le plan économique, académique, mieux réussir ? Aide-t-on la jeunesse à construire son avenir si on lui explique qu'il ne faut pas apprendre le français ? Non, c'est l'inverse. La francophonie, c'est une opportunité en plus, c'est l'un des traits d'union de la Méditerranée, parce que la francophonie, elle vous appartient au moins autant qu'elle appartient à la France, parce que la francophonie, elle appartient à celles et ceux qui sont fiers d'une langue qui veulent la faire vivre, elle est donc à vous.

C'est pour cela que j'ai décidé d'appuyer pleinement la décision de votre président de recevoir ici le sommet de la francophonie en 2020, de le faire avec force, fierté, et de recevoir ici tous les dirigeants de l'espace francophone, d'en faire une année absolument charnière, et d'ici-là, d'ici à deux ans, de doubler ici, en Tunisie, le nombre d'apprenants en français. C'est à portée de main, nous le ferons, et j'ai donc pris la décision que nous investirons ce que nous devons investir pour le faire.

La francophonie, ce n'est pas qu'une langue, c'est aussi une culture en partage. La culture a irrigué nos liens communs. Des figures d'écrivains, d'architectes, de chorégraphes, de cinéastes, de comiques, des comédiens sont là pour nous le rappeler chaque jour, ce sont ces

destinées personnelles qui font vivre la relation bilatérale, et je souhaite aussi que nous puissions faire davantage, parce que cette culture est indispensable pour la réussite de votre pays, comme pour celle de notre relation bilatérale. Et je veux que la France soit là aussi plus présente sur quelques grands projets.

J'évoquais Carthage tout à l'heure. Comment imaginer que la France ne vous accompagne pas, quand la Tunisie a la possibilité de retrouver la force, le sublime de son passé antique, de montrer que ce passé, appris de l'autre côté de la Méditerranée, est le vôtre et un peu du nôtre, et donc de contribuer au formidable travail patrimonial, archéologique, indispensable à conduire ? La France sera aux côtés de la Tunisie sur le grand projet de Carthage, elle le sera parce que c'est une force de la Tunisie de demain.

Enfin, il y a bien évidemment, et vous l'avez évoqué, Monsieur le Président, l'économie, il faut former, il faut continuer à aller plus loin, comme je l'évoquais. Mais le problème aujourd'hui de cette jeunesse, y compris lorsqu'elle a un diplôme, c'est de trouver un emploi. Le problème, aujourd'hui, le défi, qui est le vôtre, c'est de permettre aux classes moyennes de vivre mieux, d'augmenter le pouvoir d'achat, c'est de permettre aux jeunes diplômés de construire un avenir professionnel. La France doit donc prendre toute sa part pour vous aider à construire cet avenir économique et social. Et c'est ce que nous ferons, nous le ferons à travers des engagements clairs.

J'ai confirmé l'engagement de 1,2 milliard sur la période 2016-2020. J'ai ajouté un engagement de 500 millions d'euros sur la période 2020-2022, qui permettra, sur le plan macroéconomique, d'accompagner vos choix, vos transformations, convertir de la dette en actions économiques sur le terrain, d'aider les entreprises à aller plus vite, plus fort, d'améliorer cette coopération économique. J'ai voulu aussi que nous ayons un plan d'urgence tout de suite, 50 millions d'euros, portés par l'Agence française au développement pour aider, en particulier, les plus jeunes, entrepreneurs de tous les secteurs de l'économie, à construire leur activité, à rebondir, à accompagner leurs projets.

Et nous devons, sur cette enveloppe d'urgence qui doit, cette année et l'année prochaine, accompagner vos décisions, permettre de faire plus vite, plus simple, de donner des résultats concrets sur le terrain le plus rapide possible à votre jeunesse, comme à votre classe moyenne.

La deuxième décision que nous avons prise, c'est aussi, en venant avec nombre d'entreprises françaises, déjà présentes ou réfléchissant à s'implanter, c'est de doubler dans les 5 ans, dans mon quinquennat, de doubler les investissements français en Tunisie. Nous allons le faire avec vous.

Nombre d'entreprises ont déjà confirmé leur volonté d'investir, nombre d'autres sont accompagnées, et le travail de Business France, d'Expertise France, de l'Agence française de développement, à leurs côtés, sur tous les programmes, et bien évidemment, de notre ambassade et sous l'autorité du ministre, de tous les services de l'Etat compétents, conduiront à mobiliser toutes les forces françaises pour que cet objectif soit tenu, au-delà des investissements publics, c'est la part de l'économie privée à se développer, à votre pari, qui doit être réussi, à la croissance que vous devez encore accroître et à l'augmentation du pouvoir d'achat que vous devez à votre population.

Troisième engagement que je voulais prendre sur ce volet, de manière très claire, c'est celui avec l'Europe. La réussite économique passe par en effet un renforcement des liens plus largement entre la Tunisie et l'Union européenne, la France a tout fait pour que vous soyez sortis de la liste au mois de janvier, ce qui a été fait, pour que nous clarifions toutes les situations les plus difficiles qui - nous le savons bien - brident l'indispensable redémarrage. Mais la France sera aux côtés de la Tunisie sur l'accord de libre-échange complet approfondi, et sur toutes les mesures qui seront prises pour accroître l'intégration économique, le rapprochement économique, le développement, non seulement entre nos deux pays, mais entre la Tunisie et l'Union européenne.

C'est un besoin aujourd'hui pour vous, c'est un pari indispensable pour l'Europe, et au-delà des accords, naguère conclus, c'est maintenant un déploiement des programmes, des fonds qui arrivent concrètement sur le terrain, et un rapprochement qui doit se poursuivre en matière de libre échange, d'intégration des espaces aériens et de nos espaces économiques. Sur cela aussi, la France sera engagée, parce que vous comprenez, à travers toutes ces décisions, à travers cet engagement, c'est nos réussites partagées que je veux ici construire, ce sont aussi les routes d'une mobilité choisie que nous devons ensemble élaborer.

Depuis tant d'années, nous supportons des routes de la nécessité, des routes d'une mobilité contrainte entre l'Afrique et l'Europe. Le drame que vit aujourd'hui la Méditerranée, c'est celui d'être devenue, pour tant et tant de jeunes ou moins jeunes, un cimetière, le cimetière des espoirs déçus ou des espoirs impossibles, parce que nous avons échoué à reconstruire l'espoir sur le continent africain. La solution n'est pas d'aller expliquer à l'Afrique que son avenir est en France, en Allemagne, en Autriche, c'est d'avoir la part d'humanité que nous devons, et nous l'avons fait à travers les décisions que la France a prises, y compris à l'été dernier, en allant apporter la protection à toutes celles et ceux qui ont droit à l'asile, depuis la Libye parfois, depuis le Tchad, depuis le Niger, de tout faire pour que les pays d'origine puissent voir revenir leurs ressortissants, de tout faire pour démanteler les réseaux de trafiquants.

Mais qu'y-a-t-il derrière ? La nécessité d'avoir un véritable projet partagé pour redonner un autre visage à la Méditerranée, au Maghreb, à l'Afrique, c'est cela notre véritable défi. Et lorsque je vous parle d'économie, d'éducation, de francophonie, je vous dis : ayons un projet ambitieux pour vous aider à réussir ici, ayons un projet pour aider notre jeunesse, nos entrepreneurs, nos politiques, nos académiques à voyager librement, à circuler dans une mobilité choisie, mais aidons les talents à rester ou à revenir pour aider le pays à se développer, et brisons les trafiquants de bonheur, que sont ces passeurs clandestins qui sont toujours indéfectiblement liés aux terroristes et à ceux qui prospèrent sur le malheur.

Le défi qui est le nôtre dépasse largement le cadre bilatéral. Le défi qui est le nôtre, c'est le défi de tout cet espace qu'est la Méditerranée, et, plus largement, le défi du monde arabe et de l'Afrique. Nous devons le réussir ensemble. Vous avez montré ces dernières années qu'il y avait une alternative entre l'autoritarisme et le terrorisme, vous avez retrouvé ici de ces heures glorieuses qui avaient permis le parlementarisme syrien, puis, égyptien dans les années 30 et 50, les grandes heures constitutionnelles, que vous aviez, par le passé, vécues. Nous avons donc un défi, qui est au-delà de la relation bilatérale et de ce que la France doit construire avec vous.

Celui d'essayer, plus largement, de retrouver une stratégie commune. Alors, beaucoup ont parlé de politique arabe, je ne sais pas s'il y a aujourd'hui une politique arabe, je ne sais pas s'il peut y avoir une politique arabe de la France, et j'aurais sur ce point la plus grande humilité. Je n'ai pas la réponse aujourd'hui devant vous, je pense que la diversité des situations est telle, les tensions sont telles entre les acteurs eux-mêmes qu'il est impossible de répondre à cette question aujourd'hui, en tout, cas je n'en suis pas capable.

Je sais que parfois, on s'est engagé, et on l'a promis, à quelques kilomètres d'ici, qu'on a fait des choix qui, quelques années après, rendaient cela impossible, je sais une chose, c'est qu'il n'y a aucune politique arabe possible et aucune réussite de cette politique possible si on fait deux erreurs, que je ne veux pas commettre.

La première erreur, c'est de penser qu'on peut construire une politique arabe en dehors du monde arabe. Ça ne marche pas. Ceux qui ont pensé qu'on pouvait destituer des dirigeants ici ou là, décider ce qui était bon, enseigner à des milliers de kilomètres, se sont trompés.

Et donc je pense très profondément que ceux qui croient aujourd'hui qu'on peut régler des conflits structurants pour toute la région, à des milliers de kilomètres se trompent, ceux qui pensent qu'on peut régler, parfois depuis l'autre côté de l'Atlantique, le conflit israélo-palestinien, se trompent. Si nous voulons construire la paix, la stabilité et un avenir pour tout le monde arabe, il faut avoir l'humilité d'accepter qu'elle se construit en son sein. La France fera tout, tout poursuivant d'ailleurs son histoire à elle-même, sa tradition, pour que, il y ait dans les prochaines années une issue heureuse au conflit israélo-palestinien, mais elle le fera en considérant que cette issue ne peut venir que d'un dialogue entre les Israéliens et les Palestiniens, qu'elle n'est possible que s'il y a la reconnaissance de deux Etats libres, avec, chacun pour capitale Jérusalem, et avec des frontières reconnues.

Et pour tous les défis, que le Maghreb, le Machrek, le Proche et Moyen-Orient ont et auront à vivre, il nous faut avoir l'humilité d'accepter que les solutions profondes viendront des peuples eux-mêmes. Vous avez eu cette force d'âme et cette volonté, il faut l'expliquer, la montrer. Le défi qui nous attend en Syrie est de cette nature. Il faudra gagner la paix, mais il faudra la gagner en préservant, en construisant, devrais-je dire, la souveraineté du peuple syrien, en lui permettant de choisir de manière juste, et en permettant aux millions de Syriens qui ont fui leur pays, pour fuir l'oppression, de pouvoir choisir et construire leur propre avenir.

La deuxième chose dont je suis sûr, c'est qu'il n'y a pas d'avenir possible si on accepte les grands schismes dans lesquels on veut nous enfermer. Il y a aujourd'hui dans le monde musulman des fractures profondes, une crise, elle est évidente, elle est là et elle traverse tous nos pays. Une crise entre celles et ceux qui veulent une modernité, celles et ceux qui veulent retourner à plus de tradition, une crise entre des visions différentes du rapport à l'Etat, à la société, une crise même entre des visions différentes de ce qui est le culte, et des projets profondément différents.

Si on décide qu'un camp est par définition mauvais, et qu'on construit une brisure, alors je suis profondément sûr d'une chose, c'est qu'on se trompe. Et quand je parlais de pluralisme tout à l'heure, je pense que nous devons collectivement avoir cette force, comme vous l'avez eue ici,

et nous devons vous aider à poursuivre ce travail. Cette force au-delà de toutes les tensions qui peuvent parfois parcourir la société ou parcourir une religion, de s'élever au-dessus de cela pour construire ce qu'est le bien commun, l'intérêt souverain d'un peuple, de nos peuples, et qui est la clé pour construire la paix dans toute la région.

Ce sont les deux seules convictions forgées que j'ai, mais c'est à l'aune de celles-ci que j'essaie depuis le début de mon mandat d'oeuvrer, dans toute la région, au sens large.

En revanche, je suis sûr d'une chose, c'est qu'il y a une autre politique possible pour la Méditerranée, le Maghreb et l'Afrique. Et je pense que, ici, au-delà du défi qui est le vôtre pour votre pays, c'est d'ici que ce défi pour la Méditerranée et le Maghreb peut être relevé.

Le Maghreb ne pourra pas réussir s'il reste ainsi cloisonné. Si la route d'Est en Ouest n'existe plus, je sais tous les différends qu'il y a, je sais toutes les raisons de ne pas être d'accord, mais je sais aussi tout ce que l'unité du Maghreb peut emporter, de choix, de force, force d'opportunité pour votre jeunesse et votre pays. Et je souhaite que dans les années à venir, nous puissions retrouver la force d'une politique pour le Maghreb. Celle-ci, c'est à vous de la porter avec l'ensemble des pays qui, à vos côtés, peuvent avoir cette ambition, mais la France peut avoir dans ce contexte une utilité, un rôle, celui de retrouver le sens d'une vraie stratégie méditerranéenne, nous avons plusieurs fois dans notre histoire essayé cela.

Nous l'avons parfois fait en ayant une vision peut-être trop large de la Méditerranée, et en allant en quelque sorte s'abîmer sur des conflits qui nous dépassaient ou qui nous arrêtaient, mais je pense qu'entre les rives du Nord et les rives du Sud, il y a une histoire, il y a des projets, il y a des diasporas et des jeunes qui se regardent et n'attendent que de faire.

C'est pourquoi je veux pouvoir cette année, non pas vous annoncer que je vais relancer des grands projets, des grandes ambitions ou des grands noms, mais si vous en êtes d'accord, j'aimerais que la France puisse accueillir cette année une première réunion des dirigeants, mais aussi des sociétés civiles, des jeunes, des universitaires de quelques pays européens de la Méditerranée, et des pays du Maghreb, et que nous puissions nous voir, que nous puissions nous parler, que nous puissions décider ensemble s'il y a une stratégie commune pour la Méditerranée.

Ce n'est pas à un président français de vous dire : voilà quelle est la stratégie pour le Maghreb ou la Méditerranée. Ce temps-là a vécu, mais c'est peut-être à un président français, compte tenu de la formidable responsabilité qui est la nôtre et du formidable défi qui est aujourd'hui le vôtre, de simplement vous dire : j'aimerais vous inviter pour que nous parlions des projets ensemble, parce que je sais une chose, c'est que la jeunesse qui nous regarde aujourd'hui, elle ne nous pardonnera pas de ne pas avoir essayé. Elle ne nous pardonnera pas de ne pas avoir tout fait pour que, un jeune tunisien ou une jeune tunisienne, ne puisse pas avoir le maximum d'opportunités au Maroc, en Algérie, et réciproquement pour chacun de ces pays, et en Libye, demain, quand nous l'aurons stabilisée, qu'elle puisse aller plus loin, remonter le Maghreb, au Proche et Moyen-Orient, qu'elle puisse aller vers le Sahel, qu'elle puisse aller vers les deux rives, la jeunesse française ne pardonnera pas à un président qui n'aurait pas essayé de contribuer à cela.

Mais surtout, nous avons un défi, nous regardons la même mer, et je vous le disais, cette mer est devenue un cimetière, pour tant et tant de familles, elle l'est devenue, pourquoi, par nos égoïsmes, parce que nous nous sommes repliés, parce que nous avons laissé prospérer l'obscurantisme et les passeurs de haine. Alors si nous devons avoir une politique commune, c'est celle de cette circulation voulue, de ces projets partagés, de ces langues partagées, de cette culture revendiquée, de ces lectures, de ces mythes communs, mais aussi d'une ambition commune pour notre avenir.

Il nous faut reconstruire, retrouver des héros méditerranéens, une vraie ambition pour la Méditerranée, et le faire ensemble, rebâtir un imaginaire commun, qui ne serait pas l'imaginaire de l'un qui ne parle pas à l'autre. Notre jeunesse se parle déjà. La meilleure réponse à apporter aux risques que nous vivons aujourd'hui, celui du repli, de l'obscurantisme, et parfois du terrorisme, c'est d'être à la hauteur de l'histoire de la Méditerranée, c'est cela ce que je voudrais, Mesdames et Messieurs, faire avec vous.

Vous êtes une grande nation, vous avez des héros, d'Ibn Khaldoun à Bourguiba, en passant par Hached, des héros qui, de la religion au monde académique, du monde syndical au monde politique, ont transformé, au-delà de ce pays, il y a aujourd'hui des héros, à faire, qui sauront relever, pour la Méditerranée, le Maghreb, le défi dont je parle.

Alors, ce que je suis venu vous dire aujourd'hui, c'est que la France sera non seulement à vos côtés, pour que vous réussissiez ce formidable printemps, qui n'a pas fini de bourgeonner, et que la France sera aussi à vos côtés pour que nous arrivions à transformer, à repenser, à refonder une véritable politique méditerranéenne, mais que nous aurons conçue ensemble, construite ensemble, et qui n'est pas à décréter aujourd'hui, et qu'à travers cette politique méditerranéenne, je souhaite que vous puissiez reconstruire avec force un projet pour le Maghreb, parce que je pense qu'il est à hauteur de destin, parce que je pense qu'il est ce dont votre peuple aussi a besoin.

Voilà Monsieur le Président, Mesdames Messieurs, les Parlementaires, ce que je voulais vous dire aujourd'hui modestement. Vous dire que j'ai grand respect et admiration pour ce que votre pays a fait, que j'ai grande estime pour la force d'âme de ce peuple comme celle de vos dirigeants, que j'ai une immense attente pour votre réussite à venir, et que dans ce contexte, nous serons là, je serai là, je serai là, parce qu'il n'y a pas d'autre choix, je serai là parce que je l'ai choisi, je serai là parce que j'y crois, je serai là parce que je sais que nos peuples attendent cela de nous.

Vive la France !

Tahia Tounis./.